

# Beijing, dix ans après

*assurer l'égalité entre les sexes, le développement et la paix*

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Alors que la Commission des Nations Unies termine ses travaux, les gouvernements s'engagent à accélérer les efforts pour réaliser l'égalité des sexes et honorer les engagements pris à Beijing**

(New York, le 11 mars 2004) – Une réunion de deux semaines ayant pour objet d'examiner les progrès enregistrés depuis la grande conférence sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing il y a 10 ans, s'est achevée aujourd'hui en soulignant la nécessité pour les gouvernements de faire davantage en vue de parvenir à l'égalité entre les sexes et de favoriser la promotion de la femme.

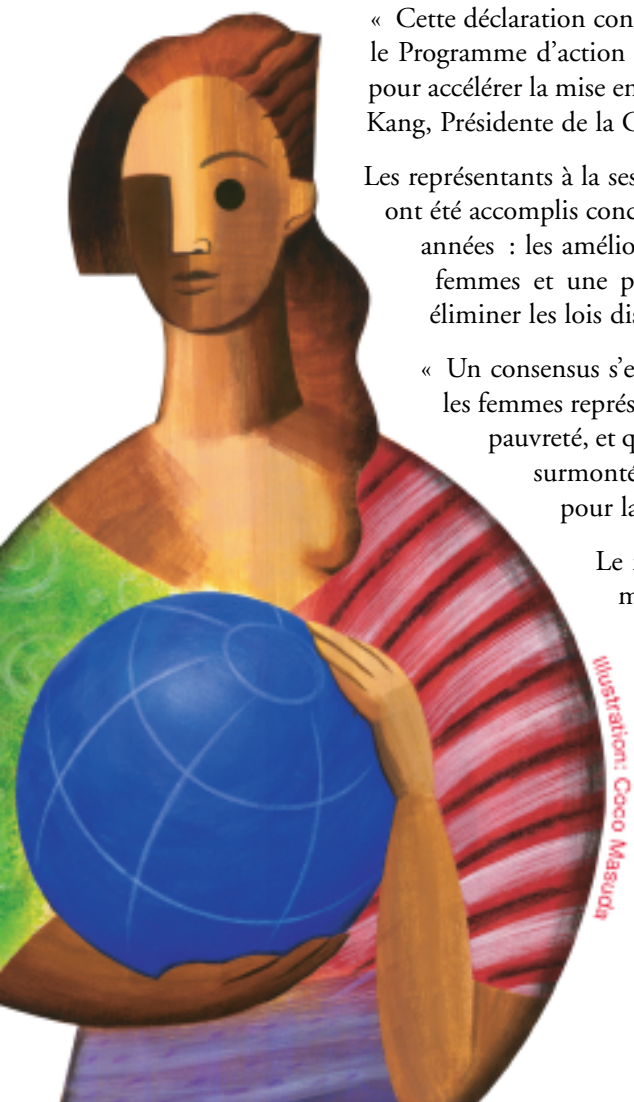
Une déclaration réaffirmant les engagements pris il y a 10 ans à Beijing et demandant aux gouvernements de prendre de nouvelles mesures, a été adoptée à la fin de la première semaine. C'était la principale décision prise durant cette réunion, qui s'est tenue dans le cadre de la 49<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme, du 28 février au 11 mars, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

« Cette déclaration concise et puissante réaffirme sans réserve et sans condition la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, et constitue un engagement à prendre de nouvelles mesures pour accélérer la mise en œuvre intégrale des documents issus de Beijing », a indiqué Kyung-wha Kang, Présidente de la Commission de la condition de la femme.

Les représentants à la session plénière de haut niveau ont décrit de façon détaillée les progrès qui ont été accomplis concernant la condition des femmes dans le monde au cours des 10 dernières années : les améliorations apportées à l'éducation des filles, la promotion économique des femmes et une participation accrue à la vie politique, ainsi que des réformes visant à éliminer les lois discriminatoires à l'égard des femmes.

« Un consensus s'est dégagé dans le monde entier autour de l'idée voulant qu'autonomiser les femmes représente le moyen le plus efficace pour réaliser le développement et réduire la pauvreté, et que les obstacles à l'égalité entre les sexes qui subsistent encore peuvent être surmontés », a déclaré Rachel Mayanja, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme.

Le niveau de participation a été extraordinaire et l'on a compté environ 80 ministres, plus de 1 800 délégués gouvernementaux de 165 États Membres, sept épouses de chefs d'État (d'Afrique du Sud, du Burkina Faso, du Mali, du Mexique, de Panama, de la République dominicaine et du Suriname) et plus de 2 600 représentants non gouvernementaux venus de toutes les régions du monde. Ce niveau élevé de participation a clairement démontré l'intérêt porté à l'examen décennal et les attentes suscitées par celui-ci.



Les délégués ont discuté des meilleures pratiques et échangé sur leurs expériences respectives, et ils ont recommandé des moyens novateurs pour promouvoir l'égalité des sexes, allant de la nomination de commissaires de haut niveau pour la parité entre les sexes et de l'établissement d'équipes spéciales interministérielles jusqu'à l'organisation de groupes et de campagnes visant à favoriser une participation accrue des femmes à la prise de décisions. Une série de tables rondes ont été consacrées à des sujets tels que les objectifs du Millénaire pour le développement et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Parmi les autres questions abordées, il convient de mentionner l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données et la reconnaissance des incidences des politiques économiques sur les femmes.

« Dix ans après Beijing, cet examen a attiré l'attention sur les nombreux domaines où l'égalité n'est pas encore une réalité pour les femmes, avec la persistance d'une forte prévalence de la violence contre les femmes dans toutes les parties du monde, notamment dans les conflits armés, l'incidence croissante du VIH/sida chez les femmes, l'inégalité entre femmes et hommes en matière d'emploi, le déni des droits en matière d'hygiène sexuelle et de santé procréative, et l'inégalité des hommes et des femmes, en vertu de la loi, pour ce qui est de l'accès à la terre et à la propriété, pour n'en nommer que quelques-uns », a dit Carolyn Hannan, Directrice de la Division de la promotion de la femme.

Un événement marquant de la réunion a été la cérémonie du 4 mars célébrant le trentième anniversaire de la première conférence mondiale sur les femmes, tenue à Mexico. Lors de cet hommage, tous les participants se sont levés pour applaudir les éminentes oratrices, au nombre desquelles des lauréates du prix Nobel de la paix, Rigoberta Menchú et Wangari Maathai, et les discours des anciennes Secrétaires générales des quatre Conférences mondiales sur les femmes: Helvi Sipilä (Finlande), dont le discours a été retransmis par vidéo (Conférence mondiale de Mexico, 1975); des extraits du discours lus au nom de Lucille Mair (Jamaïque) (Conférence mondiale de Copenhague, 1980); Leticia Shahani (Philippines) (Conférence mondiale de Nairobi, 1985) et Gertrude Mongella, (Tanzanie), (Conférence mondiale de Beijing, 1995).

Un autre aspect important de cette réunion a été la quantité et la diversité des manifestations parallèles organisées surtout par les organisations non gouvernementales, ainsi que par des États Membres et des institutions spécialisées des Nations Unies. Portant sur des thèmes allant du sort des femmes en Afghanistan, en Iraq, au Soudan et dans d'autres zones de conflits, aux femmes participant aux efforts de reconstruction à la suite du raz-de-marée du 26 décembre, la jeunesse et les perceptions des rôles dévolus aux deux sexes, les droits en matière de succession, la traite des femmes et les questions relatives à la santé des femmes, y compris le VIH/sida, les manifestations ont souligné le rôle indispensable joué par la société civile dans les efforts visant à instaurer l'égalité entre les sexes.

**Pour plus de renseignements sur *l'examen et l'évaluation décennale*, veuillez vous rendre sur <http://www.un.org/womenwatch/daw/Review/>**

**Demandes de renseignements de la part des médias:**

Renata Sivacolundhu  
Département de l'information  
tél: 212-963-2932  
télécopie: 212- 963-1186  
email: [mediainfo@un.org](mailto:mediainfo@un.org)